

LA GAZETTE D'ADELIA

La mobilité (verte) dans les territoires ruraux



DANS CE NUMERO

1

Des espaces fortement dépendants de la voiture

2

Les difficultés de déplacement dans les zones rurales

3

Les perspectives

4

Les limites visibles pour une mobilité plus "verte"

Des espaces dits de "faibles densités" fortement dépendants de la voiture

En 2020, *Statista* (plateforme mondiale de données et d'intelligence économique) indique qu'environ 21 millions de personnes résident dans les territoires ruraux de France. Malgré cette population considérable, ces territoires souffrent d'une desserte en transports en commun très limitée et de services de proximité éloignés des habitations. Cette situation entraîne une forte dépendance à l'égard des véhicules personnels. En effet, l'ADEME rapporte que 70% des déplacements se font en voiture contre 61% en zone urbaine. Aussi, la distance moyenne domicile-travail dans les territoires ruraux est de 20 kilomètres. La majorité de ces territoires n'ont aucune solution à proposer pour les transports au quotidien, ce qui a des répercussions sur l'emploi en France puisqu'un français sur quatre a déjà refusé un

emploi faute de moyens de transport (Laboratoire de la Mobilité Inclusive). Dans les territoires peu peuplés ou dits de “faibles densités”, il est important de mettre en place des solutions adaptées aux besoins de mobilité. Pour inciter les collectivités à adopter des alternatives à la voiture, l'État a promulgué une loi sur la transition énergétique pour la croissance verte le 18 août 2015, introduisant la création d'un Plan de Déplacement Spécifique aux Territoires Ruraux. Ce plan vise à offrir aux zones peu densifiées une approche complète de la gestion de la mobilité. En favorisant la combinaison de différents modes de déplacement, il aspire à améliorer la qualité de vie tout en renforçant l'attrait de ces régions. Ainsi, cette loi ne se limite pas à un enjeu environnemental, mais revêt également une importance sociale et économique. En encourageant la transition vers des modes de déplacement plus durables, elle contribue à réduire la dépendance à la voiture, à préserver l'environnement et à dynamiser les territoires ruraux en renforçant leur attractivité.

Comment se traduisent les difficultés de déplacement dans ces zones rurales ?

La mobilité constitue un enjeu crucial dans les zones rurales, où les centres-bourgs demeurent les zones les plus densément peuplées après les régions éloignées des villes, selon l'INSEE (2019). Ces communes, dotées de quelques équipements de proximité comme des boulangeries ou des épiceries, permettent à leurs résidents d'accéder à des services essentiels sans nécessiter de transports. Néanmoins, ces zones demeurent souvent éloignées des centres urbains et rencontrent des défis en matière d'infrastructures de proximité, malgré une croissance démographique modeste mais régulière.

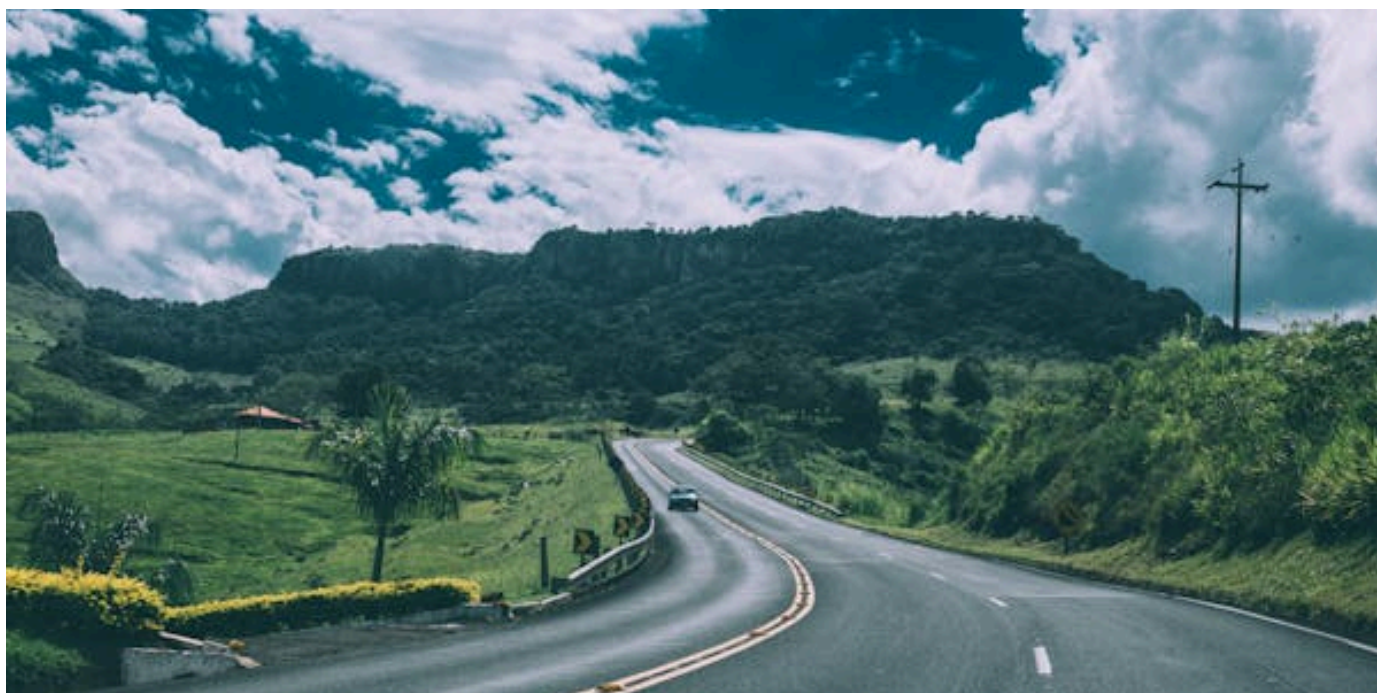
Ces petites communes jouent un rôle vital dans le tissu rural en maintenant des services de proximité essentiels. Pour revitaliser ces centres et attirer de nouveaux habitants, les municipalités lancent des projets de réaménagement tout en préservant leurs espaces publics. Ces initiatives visent à diversifier les services publics offerts, répondant ainsi aux besoins de la population. L'État a également instauré le réseau France Services en 2019, via la circulaire n° 6094-SG, afin de rapprocher les services publics des habitants, en particulier dans les zones rurales, en offrant des services du quotidien accessibles en moins de 30 minutes de chez soi.

Dans les zones rurales très éloignées, la disparité spatiale pose un défi constant en matière d'accès aux équipements essentiels. Selon Sami Ramzi Chibane, doctorant en urbanisme (2018), les espaces ruraux ont vu depuis 2013 une augmentation significative du nombre de personnes âgées de plus de 65 ans (basée sur les données

INSEE de 2005). Ce phénomène souligne l'importance croissante de répondre aux besoins spécifiques de cette population vieillissante. Cependant, le manque de praticiens médicaux et de magasins de première nécessité dans ces régions reculées constitue un obstacle majeur à l'installation de nouveaux résidents. Bien que les Centres Communaux d'Actions Sociales (C.C.A.S) soient souvent en première ligne pour répondre aux préoccupations et aux problèmes de mobilité des personnes âgées, toutes les communes n'en disposent pas. Par conséquent, l'accès aux services de proximité peut être encore plus limité dans certaines régions. Grâce à leur action conjointe avec les associations locales, des initiatives de services de proximité émergent néanmoins afin de lutter contre l'isolement et de répondre aux besoins quotidiens des habitants. Ces initiatives comprennent des services de transport adaptés, des visites à domicile, des distributions alimentaires et d'autres formes de soutien communautaire, contribuant ainsi à améliorer la qualité de vie dans ces régions éloignées.

Malgré de nombreux projets mis en œuvre pour améliorer les transports dans les zones rurales mal ou peu desservies, ces initiatives restent souvent insuffisantes et peu satisfaisantes. Le réseau de transports publics en zone rurale demeure bien inférieur et mal adapté en fonction de l'attractivité et du développement de ces territoires, ainsi que des conditions de vie de leurs habitants. En effet, si les alternatives à la voiture fonctionnent assez bien en milieu urbain, leur mise en œuvre en milieu rural est plus complexe. La voiture reste souvent la solution la plus pratique pour les longs trajets, étant donné l'extension des agglomérations, des habitations et des zones d'activité économique.





La mobilité en milieu rural, quelles perspectives ?

Malgré les multiples initiatives mises en place par les collectivités en partenariat avec divers acteurs, les services de transports publics demeurent insuffisants, voire inadaptés et coûteux en milieu rural. Dans le contexte actuel de changement climatique mondial, il est impératif de proposer et de développer des alternatives de déplacement plus abordables et respectueuses de l'environnement. La promotion d'une mobilité inclusive revêt une importance capitale à notre époque, nécessitant la mise en œuvre de diverses solutions de transport adaptées à chaque région rurale afin de rendre les déplacements plus accessibles pour les personnes ayant des difficultés à se déplacer de manière autonome au quotidien. Il est crucial de souligner que ces défis de mobilité, outre leurs implications économiques et environnementales, soulèvent également des préoccupations quant à la vulnérabilité de ces populations.

D'après les données de l'INSEE, les territoires ruraux regroupent environ 88% des communes les moins densément peuplées en France, représentant 33% de la population en 2017. L'expansion des zones urbaines et la construction de logements, soumis à des régulations plus ou moins strictes, ont favorisé l'omniprésence de la voiture individuelle. Toutefois, il est désormais impératif de diversifier les modes de transport, étant donné que l'utilisation exclusive de la voiture n'est plus viable. Les zones rurales peu densément peuplées deviennent donc une priorité en matière d'accès aux services, exigeant des solutions de mobilité alternatives à celles largement utilisées à ce jour.

Réinventer la mobilité dans les territoires ruraux

Il n'est désormais plus compliqué d'utiliser quotidiennement son véhicule individuel, tant pour des raisons climatiques et environnementales que pour des raisons économiques. Les collectivités locales, en collaboration avec les différentes associations, l'État et les acteurs privés, doivent proposer des alternatives de transport moins polluantes et plus abordables pour leurs habitants. Les déplacements doivent être durables pour contribuer à limiter le changement climatique, tout en restant accessibles à tous, y compris aux ménages défavorisés. Ces solutions doivent garantir le maintien du lien social et l'accès aux services de proximité dans les zones rurales et les régions les plus isolées, tout en renforçant et en pérennisant l'attractivité des territoires pour faciliter la mise en place de ces solutions.

Dans certaines zones rurales, les collectivités ont dû ajuster leurs politiques pour répondre aux besoins de la population, et nous observons désormais l'émergence de solutions innovantes en matière de mobilité rurale :

- Le transport à la demande (T.A.D) et le covoiturage dynamique : Les services de transport à la demande permettent aux usagers de réserver des trajets selon leurs besoins, que ce soit via des applications mobiles ou en contactant directement des centres d'appels. De même, les plateformes de covoiturage dynamique permettent aux conducteurs et aux passagers de se connecter pour partager des trajets, ce qui peut réduire les coûts et l'empreinte carbone des déplacements. Contrairement au covoiturage traditionnel où les conducteurs planifient à l'avance leur trajet et leurs passagers, le covoiturage dynamique permet des arrangements de dernière minute en fonction des besoins des utilisateurs.
- Les navettes communautaires et services de transport partagés : les communautés rurales mettent en place des navettes communautaires et des services de transports partagés pour offrir des options de déplacement abordables et accessibles à leurs habitants, en particulier aux personnes âgées, aux personnes à mobilité réduite et à celles qui n'ont pas accès à une voiture.
- Les solutions de micro-mobilités : les solutions de micro-mobilité, telles que les vélos électriques, les vélos en libre-service, les trottinettes électriques, peuvent être particulièrement adaptées aux déplacements de courte distance dans les zones rurales. Ces options offrent une alternative aux voitures pour les trajets locaux et peuvent contribuer à réduire la congestion routière et les émissions de CO₂.
- Les bornes de recharge pour véhicules électriques : Elles jouent un rôle crucial en réponse à la transition vers des modes de transport plus durables, de nombreuses

- collectivités rurales déploient des infrastructures de recharge pour encourager l'adoption de véhicules électriques. Ces bornes de recharge offrent une commodité essentielle aux propriétaires de véhicules électriques en leur permettant de recharger leurs véhicules pendant leurs déplacements, même dans des zones rurales éloignées.
- Les aménagements pour les mobilités douces : Les pistes cyclables et les trottoirs partagés sont très utiles pour une mobilité plus durable et sécurisée dans les zones rurales. En réponse à la demande croissante d'alternatives à la voiture individuelle, de nombreuses collectivités rurales investissent dans des infrastructures adaptées pour les piétons et les cyclistes. Les pistes cyclables offrent aux cyclistes un environnement sûr pour se déplacer, en réduisant le risque d'accidents avec les véhicules motorisés. De même, les trottoirs partagés permettent aux piétons et aux cyclistes de cohabiter en toute sécurité, favorisant ainsi une cohabitation harmonieuse des différents modes de transport.



Les limites visibles pour une mobilité plus “verte”

Malgré les avantages qu'elles présentent, les solutions nouvelles pour la mobilité rurale ne sont pas dépourvues de limites et de défis. Certaines solutions de mobilité, telles que les services de transports à la demande peuvent ne pas être facilement accessibles dans les zones rurales les plus éloignées. Aussi, le financement et la viabilité économique de mobilités rurales peuvent être des défis majeurs. Les services de transports en commun et les initiatives de covoiturage par exemple, peuvent nécessiter des investissements importants pour être opérationnels et nécessitent souvent des subventions publiques pour maintenir des tarifs abordables pour les usagers.

Les services de transports en milieu rural peuvent souffrir d'une couverture géographique limitée et d'une fréquence réduite, en raison de la faible densité de population et des coûts opérationnels élevés associés à la fourniture de services dans ces régions. Cela peut rendre les options de transports moins pratiques et moins attractives pour les habitants.

Il faut également penser à l'intégration et la coordination des différents services de mobilités qui peuvent être complexes dans les zones rurales. En effet, assurer une collaboration efficace entre toutes les parties prenantes peut être un défi.

Enfin, l'acceptation des nouvelles solutions de mobilités peut être un défi dans les communautés rurales, où les habitudes et les préférences de déplacement peuvent être ancrées dans la tradition. Convaincre les habitants de changer leurs modes de déplacements et de recourir à des alternatives telles que le covoiturage ou autre peut nécessiter des efforts de sensibilisation, de communication et d'éducation. En effet, une communication efficace est essentielle pour encourager l'adoption du covoiturage et d'autres alternatives de mobilités douces. Cela implique d'utiliser divers canaux de communication, tels que les médias locaux, les réseaux sociaux, les affichages publics et les événements communautaires, pour diffuser des informations pertinentes et engageantes sur le covoiturage et ses bénéfices.





Les mobilités douces, un puzzle complexe à assembler

Dans les territoires ruraux, l'adoption des mobilités douces représente un pivot essentiel vers un avenir plus durable et inclusif. Loin d'être uniquement une question de transport, le développement de solutions axées sur les mobilités douces promet de transformer radicalement la vie quotidienne des habitants en offrant des alternatives pratiques, accessibles et respectueuses de l'environnement. Des initiatives telles que le covoiturage, les transports à la demande et les infrastructures dédiées aux cyclistes et aux piétons ouvrent la voie à une mobilité plus équilibrée, réduisant la dépendance à la voiture individuelle tout en favorisant la connectivité sociale et économique des communautés rurales. Cependant, pour maximiser leur impact, ces solutions nécessitent un engagement continu des autorités locales, des acteurs communautaires et des citoyens eux-mêmes. En investissant dans les mobilités douces, les territoires ruraux peuvent non seulement améliorer la qualité de vie de leurs habitants, mais aussi renforcer leur résilience face aux défis futurs, tout en contribuant à la préservation de l'environnement et à la construction d'une société plus juste et inclusive.